

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

26 octobre 2020

Rédacteurs

Gestion
Recherche Economique

Encore un effort

Nous nous interrogeons sur l'attractivité des actifs européens dans le suivi du 27 juillet : les flux de collecte sur les OPC et ETF de droit européen s'orientaient sur des actifs « mondiaux », au détriment de ceux de la zone européenne. Qu'en est-il des flux du troisième trimestre 2020 ? Malgré une collecte totale de 52 Mds€ sur les fonds obligataires et de 38 Mds€ sur les fonds actions, les actions européennes, pour leur part, font encore l'objet de rachats, pour -7Mds€.

Plus précisément, nous observons sur les fonds obligataires une collecte positive sur toutes les zones géographiques. Hors Europe, la zone « Monde » attire une grande partie des flux pour 21 Mds€ et les « Etats-Unis » collectent 4 Mds€. Les obligations émergentes profitent d'un regain d'intérêt provoqué par le recul du dollar américain et bénéficient de 11 Mds€ de souscriptions, qui viennent diminuer le montant racheté à -5 Mds€ sur les 9 premiers mois de l'année. Sur le segment « Europe », les investisseurs souscrivent 13 Mds€, en majorité sur des obligations libellées en euro. De juillet à septembre, des souscriptions de 3 Mds€ sur les fonds d'obligations à haut rendement permettent à la catégorie d'atteindre 12 Mds€ de collecte depuis le début d'année, en ligne avec les 18 Mds€ collectés en 2019.

Sur les fonds actions, la zone « Europe » est la seule catégorie qui décollecte pour -7 Mds€. Les investisseurs européens vendent donc leur propre marché et nous observons toujours l'arbitrage en faveur de la gestion passive dans ce rachat net : ce sont -9 Mds€ qui sortent des OPC tandis que +2 Mds€ arrivent sur des ETF. La catégorie « Monde » bénéficie de l'immense majorité des flux du trimestre avec 40 Mds€ de souscriptions confirmant cette tendance depuis 2018. La collecte est positive mais faible sur les fonds d'actions américaines (+3 Mds€), d'actions émergentes (+1 Md€) et d'actions japonaises (+1 Md€).

L'analyse des flux sur les OPC et ETF de droit européen est une fois de plus alignée avec les performances des marchés : les rachats constatés sur les fonds d'actions européennes vont de pair avec le retard de performance observé. Enfin, les souscriptions sur l'ensemble des catégories obligataires soulignent toujours l'aversion au risque des investisseurs.

Sommaire

Suivi des marchés p2

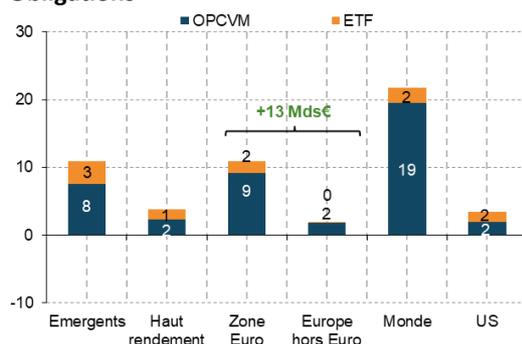
Marchés obligataires
Marchés actions

Suivi macroéconomique p3

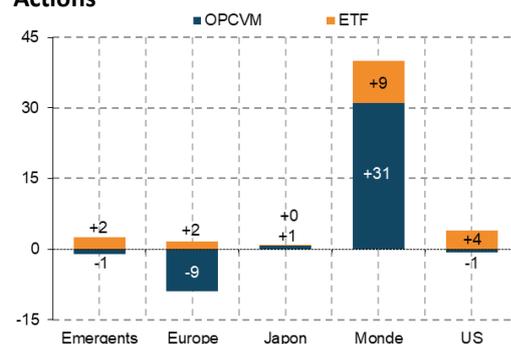
Etats-Unis
Europe
Asie

Flux nets de souscriptions sur les OPC et ETF de droit européen au T3 2020 (Mds\$)

Obligations



Actions



Sources : Morningstar, Pôle Multigestion Covéa Finance

Suivi des Marchés

Obligataires

Les rendements sont orientés à la hausse cette semaine sur les dettes souveraines dans le sillage du marché américain et des anticipations d'un accord prochain sur un vaste plan de relance.

La courbe américaine enregistre un mouvement de pentification important (+10pb sur le 10 ans et +14 pb sur le 30 ans).

En Europe, les rendements progressent de manière plus modeste. S&P a amélioré la perspective de la note de l'Italie, de négative à stable vendredi.

A noter une émission à 10 et 20 ans de 17Md€ de l'Union Européenne, dans le cadre du programme SURE, qui a rencontré une très forte demande de 233Md€ de la part des investisseurs.

Actions

Sur la semaine écoulée, les marchés actions européens (Indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire européenne) sont en repli de -1,2%, principalement tirés à la baisse par la difficulté à trouver, outre atlantique, un accord autour d'un nouveau stimulus budgétaire. Au niveau des secteurs, la finance (+1,2%) et principalement les banques, affiche la meilleure performance, en lien avec la hausse des taux souverains constatée sur la semaine. A l'inverse le segment de la technologie (-4%), une fois n'est pas coutume, ferme la marche, pénalisé par les commentaires prudents de Dassault Systèmes sur la fin de l'année 2020 et sur le manque de visibilité pour 2021 dans l'environnement actuel.

Depuis le début de l'année, les performances sectorielles se resserrent donc à la marge avec 2 secteurs qui restent en hausse : la technologie (+4,3%) et les services aux collectivités (+2,4%), tandis que l'énergie (-39,9%) et la finance (-34%) enregistrent toujours de fortes baisses.

Il est à noter que la bonne performance du secteur bancaire est également visible au niveau géographique puisque BBVA et Banco Santander tirent l'indice espagnol IBEX (+0,6%) et font de lui le seul indice national à afficher une hausse sur la semaine. Enfin l'indice des petites et moyennes capitalisations MSCI EMU Small Cap (-2%) perd un peu d'avance sur les indices larges, MSCI EMU (-1,2%) et MSCI Europe (-1,3%), sur la semaine mais continue de surperformer depuis le début de l'année.

Aux Etats Unis le S&P 500 évolue en baisse et perd 0,5% sur la semaine. Dans un contexte sanitaire qui se dégrade et à l'approche d'élections américaines qui pourraient susciter quelques tensions, on assiste à une certaine retenue des investisseurs qui se traduit par une sous performance des valeurs technologiques et de la consommation, deux secteurs très performants depuis le début de l'année et très représentés par les géants du numérique. Or ces derniers n'ont pas encore publié leurs résultats, justifiant un certain attentisme. La menace de mesures à l'encontre des GAFA est montée d'un cran cette semaine, le département de la justice ouvrant une enquête pour abus de position dominante contre Google, sans toutefois impacter le titre ni le secteur des communications qui superforme. Plusieurs publications de résultats sont tombées dans la technologie notamment celles d'Intel ou d'IBM le premier perdant des parts de marchés, ce qui l'amène à céder sa branche mémoire. A l'inverse les services aux collectivités, l'énergie et les financières surperforment, ces trois secteurs étant parmi les plus en retards depuis le début de l'année. L'énergie bénéficie, outre la stabilisation des prix du pétrole, d'un mouvement de fusions acquisitions qui améliore les perspectives de survie de certains acteurs et les financières profitent quant à elles de la repentification de la courbe des taux longs américains. Parmi les publications impactant nos valeurs, on notera les bons résultats de Thermo Fischer, Danaher et IQVIA, trois titres illustrant les déclinaisons de nos perspectives économiques et financières en tant que bénéficiaires du besoin d'intensification de recherche de nouveaux traitements et d'amélioration de la productivité des laboratoires.

Semaine de légère hausse en Asie. Les dernières données macro publiées en Chine expliquent en grande partie cet optimisme. Notons que le renminbi est au plus haut depuis juillet 2018 contre dollar, soutenu par la solidité relative de l'économie chinoise et la meilleure gestion de l'épidémie. Par ailleurs, La semaine prochaine, le parti communiste chinois se réunira pendant 4 jours à Pékin pour discuter de son prochain plan quinquennal.

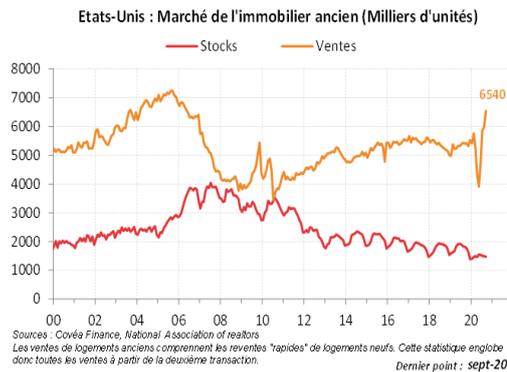
En termes de performance, l'Inde profite d'un bon début de saison de publications de résultats, ainsi que d'indicateurs d'activité qui continuent de s'améliorer en lien avec la poursuite du déconfinement. Taiwan bénéficie des très bons résultats publiés de TSMC, le plus grand fabricant de semi-conducteurs au monde, ainsi que de données macroéconomique de bonne facture, notamment un rebond fort de la production industrielle. A l'inverse, la Thaïlande continue de souffrir d'une instabilité politique grandissante, minée par les contestations contre le gouvernement militaire en place.

Suivi Macroéconomique

États-Unis

« L'activité dans l'immobilier résidentiel est stimulée par la baisse des taux »

Les négociations se sont poursuivies entre la Maison Blanche et les Démocrates pour tenter de conclure un accord de soutien budgétaire avant les élections du 3 novembre. Nancy Pelosi, la Cheffe Démocrate de la Chambre des Représentants, a fait état de progrès des négociations suite à une réunion avec Steven Mnuchin, Secrétaire au Trésor, tandis que le Président Trump a de son côté défendu une forte hausse des dépenses, ce qui le rapproche de la position Démocrate. **Quand bien même un accord serait conclu entre les Démocrates et la Maison Blanche, l'opposition reste forte parmi les Républicains vis-à-vis d'un plan d'ampleur, ce qui rend peu probable son adoption par le Sénat.**



Le dynamisme de l'immobilier résidentiel est une nouvelle fois illustré par les données publiées cette semaine. Les mises en chantier et les permis de construire ont enregistré une hausse de respectivement +1,9% et +5,2% en glissement mensuel en septembre, une tendance tirée par les maisons individuelles. De même, les ventes de logements anciens ont enregistré une nouvelle forte hausse en septembre (+9,4% en glissement mensuel) et atteignent un point haut depuis 2006. La forte demande de logements se traduit également dans les prix, dont la croissance annuelle accélère à près de 12%. Le secteur continue de bénéficier à la fois d'un effet de rattrapage après l'arrêt de l'activité au printemps, mais aussi de la baisse

des taux hypothécaires suite à l'assouplissement monétaire sans précédent orchestré par la Fed.

Le dernier Beige Book de la Fed, qui rend compte des conditions économiques dans les 12 Districts de la Réserve Fédérale sur la période allant de fin août au 9 octobre, décrit une croissance légère à modeste dans la plupart des districts. **L'évolution de l'activité est néanmoins très disparate selon les secteurs.** La croissance dans le secteur manufacturier est généralement modérée, tandis que l'activité dans l'immobilier résidentiel est soutenue par une demande robuste de logements, comme le montrent les données de septembre. La croissance des dépenses de consommation est restée positive, mais certains districts signalent une stabilisation des ventes au détail. De façon générale, les perspectives des personnes interrogées sont plutôt positives, mais avec un très haut degré d'incertitudes. Sur le marché du travail, la croissance de l'emploi est restée lente. La plupart des districts font toutefois état de certaines tensions, les attribuant aux préoccupations des travailleurs en matière de santé et de garde d'enfants, poussant les entreprises à offrir une plus grande flexibilité en termes d'horaires. Concernant l'inflation, les prix à la consommation ont généralement progressé modestement, à l'exception notable de l'alimentaire, des automobiles et des appareils électroménagers qui ont connu une hausse significative.

Les nouvelles demandes d'allocation chômage ont reflué la semaine du 17 octobre, passant de 842 000 à 787 000 personnes. Cette décade reflète essentiellement la mise à jour des données en provenance de Californie après quatre semaines de pause en raison de difficultés de traitement. Le nombre total d'allocations chômage standard est également en baisse (8,3 millions la semaine du 10 octobre après 9,3 millions), mais cette diminution est pour partie liée au fait que les chercheurs d'emploi arrivent à expiration de leurs droits aux indemnités standards. Cette tendance est suggérée par la constante progression du nombre de demandes au programme PEUC (+510 000 la semaine du 3 octobre), le programme exceptionnel voté en mars dans le cadre du CARES Act qui prolonge de 13 semaines les allocations standards quand celles-ci expirent.

Elections 2020

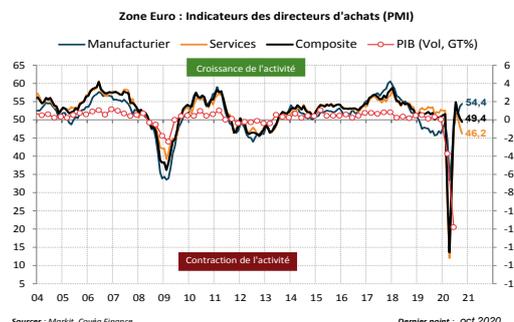
Second débat présidentiel

- Le second débat opposant Donald Trump et Joe Biden a été nettement plus calme que le premier. Les candidats ont pu exposer leur position sur différentes thématiques telles que la gestion de l'épidémie de covid-19, l'économie ou encore la santé. Le Président Trump a insisté sur la volonté de Joe Biden de « fermer l'industrie pétrolière », un élément qui pourrait pénaliser le candidat Démocrate dans l'Etat clé de Pennsylvanie (Joe Biden y dispose d'une avance de près de 5 points actuellement dans les intentions de votes). Ce débat ne devrait pas changer les équilibres, d'autant que plus de 47 millions d'électeurs avaient d'ores et déjà voté par anticipation à 12 jours du scrutin, un record. Lors de l'élection de novembre 2016, près de 137 millions de votes avaient été enregistrés au total.

Suivi Macroéconomique

Europe

« Le risque d'une récession à double creux progresse »



Les PMI indiquent une contraction de l'activité en octobre et soulignent l'accentuation du risque de récession à double creux.

L'indice composite préliminaire du climat des affaires des directeurs d'achat (PMI) se replie à 49,4 (50,4 en septembre) en Zone euro. D'après l'enquête, cette contraction de l'activité économique resterait pour l'instant bien moins brutale que celle enregistrée au premier semestre. Ce déclin s'expliquerait principalement par la poursuite de la chute de l'indice pour l'activité de service qui se replie à 46,2 (48,0 en septembre), surtout du fait de la reprise marquée de l'épidémie sur le mois. En revanche, l'indice qui suit l'activité manufacturière affiche toujours de très bonnes performances avec une expansion marquée à 54,4 (53,7 en septembre), soutenu par le dynamisme

de la demande. En plus de cette hétérogénéité sectorielle, l'enquête révèle de fortes disparités géographiques, entre le dynamisme de l'Allemagne qui se maintient en zone d'expansion à 54,5 (54,7 en septembre), et la dégradation marquée de la France à 47,3 (48,5 en septembre) et du reste de la Zone euro. L'enquête continue d'indiquer une dégradation de l'emploi, mais à un rythme moins marqué que lors des mois précédents. Par ailleurs, les pressions déflationnistes relevées au cours des derniers mois se seraient atténuées en lien avec la progression des coûts des entreprises. Enfin, l'enquête met l'accent sur la dégradation de ses composantes les plus prospectives (volume global des nouvelles affaires et perspectives d'activité à douze mois) par rapport aux derniers mois.

La confiance des consommateurs se dégrade en octobre. L'indice de confiance des consommateurs de la Commission européenne recule de 1,6 pt à -15,5 pts et reste donc bien inférieur à sa moyenne de long terme (-11,2 pts). Cette dégradation de la confiance des consommateurs semble refléter la forte progression de l'épidémie en automne et le retour à des mesures de distanciation sociale importantes. La dégradation des conditions sanitaires est en effet synonyme de recul des perspectives d'emploi et donc de revenu pour les ménages. Ce repli de la confiance devrait se traduire par des niveaux de consommation plus faibles avec le maintien d'une épargne de précaution élevée.

L'Italie annonce 39 Mds€ de fonds supplémentaires face à la crise et des nouvelles mesures de distanciation. Ces fonds seront alloués au budget 2021 et incluront 18 Mds€ issus du plan de relance de l'UE. Selon le ministre des Finances, Roberto Gualtieri, il s'agirait du budget le plus expansionniste de l'histoire du pays avec des investissements publics qui passeront de 2,3% du PIB en 2019 à 4% en 2021. 4 Mds€ seront destinés aux secteurs les plus touchés par la crise (tourisme, restauration et hôtellerie), 4 Mds€ au système de santé, 400 M€ pour l'achat de vaccins, 6 Mds€ pour l'éducation (notamment l'embauche de 25 000 enseignants), 3,9 Mds€ pour la rénovation de bâtiments publics, 5 Mds€ pour le système de chômage partiel et 6 Mds€ pour financer la baisse de 30% de cotisations fiscales pour les activités dans les régions du Mezzogiorno. Les fonds serviront aussi à financer la suspension du paiement de certains impôts alors que les taxes sur les plastiques et le sucre n'entreront finalement pas en vigueur avant juillet 2021. L'interdiction de licenciement ne sera pas prolongée au-delà du 31 décembre 2020. Après prise en compte de ces dépenses, les projections du gouvernement anticipent un déficit public porté à 7% du PIB en 2021 (contre 5,7% prévu dans les projections d'avril).

En France, le gouvernement annonce jusqu'à 20 Mds€ de prêts « participatifs » pour renforcer les fonds propres des entreprises. Cette mesure du plan de relance n'était, jusqu'alors, pas précisément chiffrée. Ces prêts participatifs ou obligations subordonnées garanties par l'État devraient générer entre 10 et 20 Mds€ de quasi-fonds propres pour les projets d'investissement des entreprises françaises. Selon Bercy, l'octroi de prêts participatifs a l'avantage de ne pas conduire les prêteurs à intervenir dans la gouvernance des entreprises, ce qui permet de répondre à la réticence de certaines PME et ETI à ouvrir leur capital. Ces prêts seront distribués par des banques, des sociétés de financement ou des fonds dans le cadre d'un accord avec l'État. Ce programme sera finalisé juridiquement en 2020 pour une distribution à compter du T1 2021.

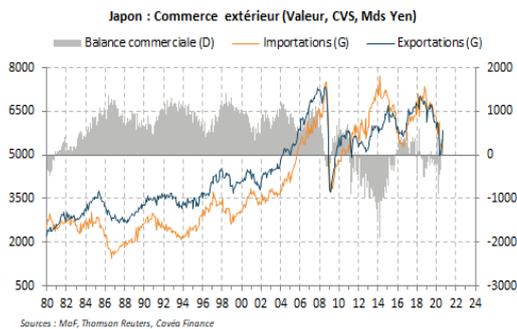
Au Royaume-Uni, le PMI composite préliminaire se replie à 52,9 en octobre (contre 56,5 en septembre). On note une dégradation particulièrement marquée au niveau des services, plus exposés au retour de l'épidémie. Le dynamisme de l'industrie ralentit également. L'enquête révèle notamment un recul marqué des nouvelles commandes et une détérioration de l'emploi. Les perspectives de production ont également fortement baissé alors que les risques de progression de l'épidémie et d'un Brexit sans accord se renforcent. En outre, **l'inflation accélère à 0,5% en septembre** (0,2% en août), en lien avec la fin des mesures gouvernementales dans le secteur de la restauration et la progression des prix des transports. Cette évolution passe donc essentiellement par l'inflation sous-jacente qui progresse pour atteindre 1,2% (0,9% en août). Des pressions temporaires à la baisse sur les prix sont toutefois maintenues par les baisses sectorielles de TVA jusqu'à janvier 2021. **Par ailleurs les ventes au détail ont continué de progresser très rapidement en septembre à 4,6% en glissement**

Suivi Macroéconomique

annuel alors que la confiance des ménages reste dégradée. Ce dynamisme impressionnant pourrait toutefois s'estomper dans les prochains mois avec la fin du rattrapage de la consommation, les mesures de confinement locales ainsi que les faillites et destructions d'emplois. **Enfin, le gouvernement britannique a annoncé un assouplissement des conditions du nouveau dispositif de chômage partiel Job Support Scheme (JSS)** qui sera introduit au 1er novembre. Il sera finalement ouvert aux personnes travaillant au moins 1/4 de leurs temps de travail (contre 1/3 précédemment). La faible couverture initialement prévue laissait, en effet, craindre une hausse importante du chômage. L'Etat a par ailleurs renforcé son soutien aux autoentrepreneurs et entreprises des zones confinées.

Asie et reste du monde

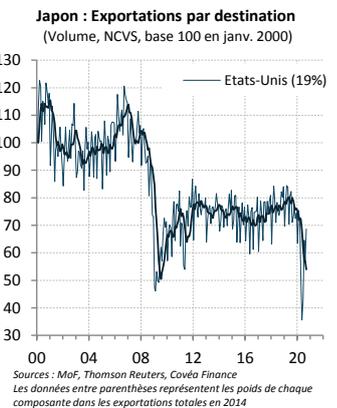
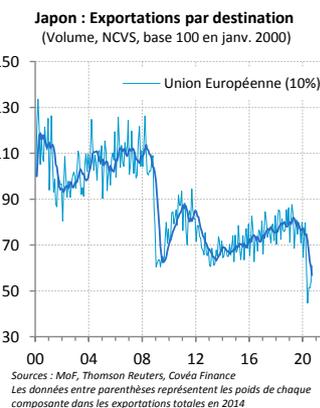
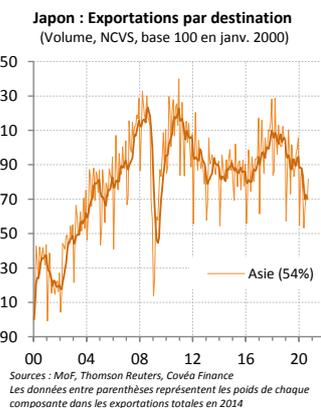
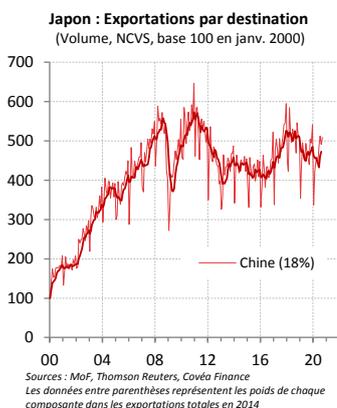
« Poursuite du rebond très progressif des exportations japonaises »



Le rebond des exportations japonaises amorcé en juillet continue de se confirmer sur le mois de septembre avec une hausse de 4,5% sur le mois, après une hausse de 4,7% sur le mois d'août. Cette dynamique, dans un contexte de morosité de la dynamique des importations, permet à l'excédent commercial de progresser à 476 Mds de Yen sur le mois. Malgré cette tendance plus favorable sur les 3 derniers mois, les exportations restent inférieures de 8,5% à leur niveau de septembre 2019.

Au regard de la décomposition du volume des flux d'exportations par pays, le rebond des derniers mois apparaît davantage marqué à destination des Etats-Unis (+93% relativement au point bas de mai 2020) que vers l'Europe (+37%) ou encore l'Asie hors Chine (+19%). Les exportations japonaises

vers la Chine étaient déjà revenues à leur niveau de la fin 2019 en juillet 2020, et semblent avoir très peu souffert de la crise



du Covid-19.

Dans un contexte de demande domestique d'origine peu dynamique et contrainte par les mesures sanitaires renforcées, l'inflation japonaise est restée sans surprise atone sur le mois de septembre.

En Chine, après avoir laissé les taux sur ses facilités de prêts marginales à moyen terme (MLF) inchangés la semaine dernière pour le sixième mois consécutif, la Banque Centrale (PBoC) a laissé inchangés ses taux LPR (Loan Prime Rate) à 1 an et 5 ans à l'issue de sa revue mensuelle. Ces taux sont respectivement à 3,85% pour le LPR1Y (à maturité 1 an) et à 4,65% pour le LPR5Y (à maturité 5 ans). Contrairement à de nombreuses autres banques centrales, la PBoC n'est plus dans un mouvement d'assouplissement de sa politique monétaire depuis le début de l'année.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20	oct.-20		
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-15,8	-10,7	-6,8	-7,0	-7,3			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	-9,6	-4,6	-3,7	-3,2				
	Créations / Destructures nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	2725	4781	1761	1489	661			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	-28,2	-17,5	-9,9	-8,0				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	6,6	4,9	4,6	4,6	4,7			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,1	0,7	1,0	1,3	1,4			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, Mds €)	4729,0	4727,1	4745,6	4747,4			
		Taux de chômage (%de la population active)	7,6	7,8	8,0	8,1			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,1	0,3	0,4	-0,2	-0,3		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	82,1	93,0	99,0	99,7	101,4	98,9	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	8,0	3,9	4,8	6,5			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-29,3	-10,2	-6,7	-2,0			
	France	Exportations (valeur, CVS, GA%)	-25,5	-14,6	-10,8	-7,9			
		Banque de France - Climat des affaires (indice)	84,0	89,2	99,0	105,1	101,0		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	-19,9	-11,4	-14,0	-13,4	-13,5		
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-8,0	1,6	0,3	2,4			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-23,2	-11,4	-8,4	-6,2			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-37,2	-22,6	-15,9	-17,4			
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-20,5	-13,8	-7,8	-0,2			
		PMI Manufacturier (Indice)	45,4	47,5	51,9	53,1	53,2		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-25,5	-14,7	-7,5	-4,4			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-24,7	-14,4	-6,2	-5,7			
		PMI Manufacturier (Indice)	38,3	49,0	53,5	49,9	50,8		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-31,0	-13,9	-7,7	-6,4			
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-20,3	-12,1	-7,4	-6,3			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	-13,0	-2,0	1,3	2,6	4,6		
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	0,5	0,6	1,0	0,2	0,5		
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	-13,9	-2,0	-7,7	-8,2		
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	-24,5	-25,6	-20,0	-12,1	-8,5	
			Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	-2,3	-1,9	-1,5	-1,3		
Chine		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,0	0,1	0,3	0,2	0,1		
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	4,4	4,8	4,8	5,6	6,9		
		Ventes immobilières résidentielles (volume, GA %moyen depuis le début de l'année)	-11,8	-7,7	-5,0	-2,5	-1,0		
Autres émergents	Brésil	Importations (valeur, NCVS, GA%)	-16,6	2,7	-1,4	-2,1	13,2		
		Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-20,0	-11,6	-2,9	-1,0			
Autres émergents	Russie	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,9	2,1	2,3	2,4	3,1		
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	-7,8	-7,1	-5,9	-4,2	-5,0		
Autres émergents	Russie	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,0	3,2	3,4	3,6	3,7		

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, CoVea Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	25/06/20	23/10/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 25/06/20 (% ou pbs)*
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	0,25	0,25	-1,50	0,00
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,75	0,10	0,10	-0,65	0,00
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00
		Banque de Corée	1,25	0,50	0,50	-0,75	0,00
		Brésil	4,50	2,25	2,00	-2,50	-0,25
		Russie	6,25	4,50	4,25	-2,00	-0,25
		Inde	5,15	4,00	4,00	-1,15	0,00
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00
	Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,69	0,84	-1,07	0,16
		France OAT	0,12	-0,12	-0,30	-0,42	-0,18
		Allemagne	-0,19	-0,47	-0,57	-0,39	-0,11
		Italie	1,41	1,31	0,76	-0,65	-0,55
		Royaume-Uni	0,82	0,15	0,28	-0,54	0,13
		Japon	-0,01	0,02	0,04	0,05	0,03
Corée du Sud		1,63	1,34	1,50	-0,13	0,16	
Brésil		3,71	4,90	3,65	-0,07	-1,26	
Russie	6,28	5,72	6,04	-0,24	0,32		
Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	235,0	241,4	1,56	2,73	
Marchés des changes	Contre euro (1 € =...devises)	Dollar	1,12	1,12	1,19	5,8	5,7
		Sterling	0,85	0,90	0,91	7,5	0,7
		Yen	121,8	120,3	124,2	2,0	3,3
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1205	1133	-2,9	-6,0
		Real brésilien	4,0	5,4	5,6	39,4	4,8
		Rouble	62,1	69,0	76,1	22,6	10,3
		Roupie indienne	71,4	75,7	73,6	3,1	-2,7
		Yuan	7,0	7,1	6,7	-4,0	-5,5
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3084	3465	7,3	12,4
		Japon - Nikkei 300	352	323	336	-4,4	4,2
		France - CAC 40	5978	4919	4910	-17,9	-0,2
		Allemagne - DAX	5971	5302	5473	-8,3	3,2
		Zone euro - MSCI EMU	132	114	115	-12,6	1,4
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	6147	5860	-22,3	-4,7
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2112	2361	8,5	11,8
		Brésil - Bovespa	118573	95983	101260	-14,6	5,5
		Russie - MICEX	3076	2761	2817	-8,4	2,0
		Inde - SENSEX	41254	34842	40686	-1,4	16,8
		Chine - Shangai	3050	2980	3278	7,5	10,0
		Hong Kong - Hang Seng	28190	24782	24919	-11,6	0,6
	MSCI - BRIC	1129	1039	1184	5,0	14,0	
	Euro	S&P (€)				1,4	6,3
		Nikkei 300 (€)				-6,3	0,9
FTSE 100 (€)					-27,7	-5,3	
Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	317	419	8,1	32,2
		Indice CRB**	402	362	415	3,4	14,7
	Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	41	42	-36,7	1,8
	Métaux précieux	Prix de l'once d'Or	1523	1762	1902	24,9	7,9
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5893	6868	11,2	16,5

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.